

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 51

Excusés : 17

Absents : 11

REUNION DU 18 DECEMBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DOUZE DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, M. BESCHIZZA Bruno, Mme M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouahab, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Géraud, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BLANCHET Stéphane, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MORIN Sébastien, M. CANNAROZZO Frank, M. ZANGRILLI François, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. LASTAPIS Michel, Mme ELSODY Arhella, Mme MOREAU Chantal, M. RANQUET Jean-Philippe, M. MANGIN Anthony, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. RAMADIER Alain, M. CHAVAROC Grégory,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. MARAN Max, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Virginie de CARVALHO

DELIBERATION N°151 – ENVIRONNEMENT – Aulnay-sous-Bois - Val Francilia - Zone d'accélération des énergies renouvelables – Candidature auprès de l'Etat

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Frank CANNAROZZO,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'énergie et notamment les articles du Livre II sur la maîtrise de la demande d'énergie et le développement des énergies renouvelables,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, et notamment son article 15,

Vu la délibération n°17 du conseil de territoire Paris Terres d'Envol du 13 février 2023, autorisant le Président à solliciter un mandat d'étude sur secteur Val Francilia d'Aulnay-sous-Bois auprès de la SPL Séquano Grand Paris,

Vu la note de présentation annexée à la présente délibération,

Considérant que l'Etat fait de la planification territoriale des énergies renouvelables une priorité et souhaite s'appuyer pour cela sur les collectivités territoriales et les élus locaux,

Considérant que les collectivités territoriales ont jusqu'à décembre 2023 pour proposer, auprès de leur référent préfectoral, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter sur leur territoire,

Considérant que le classement en zones d'accélération permettra de simplifier les démarches administratives des porteurs de projet d'énergies renouvelables sur les secteurs concernés, qu'ils soient publics ou privés,

Considérant que la remontée de ces zones d'accélération permet de montrer l'engagement en faveur du développement des énergies renouvelables, et est un argument supplémentaire dans le cadre de demandes de subvention pour les projets de la ville,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231218-151-18-12-2023-DE
Date de télétransmission : 27/12/2023
Date de réception préfecture : 27/12/2023

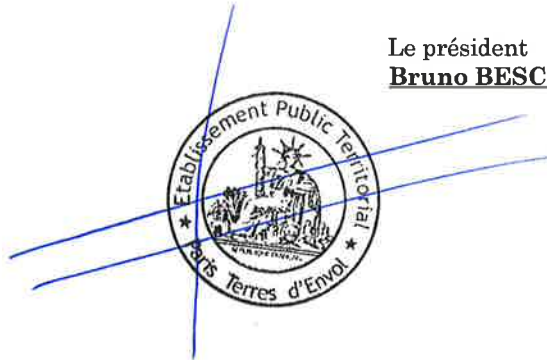
Considérant que la ville d'Aulnay-sous-Bois mène diverses réflexions en lien avec les énergies renouvelables sur son territoire, en collaboration avec des acteurs privés,

Considérant que la ville d'Aulnay-sous-Bois et l'EPT Paris Terres d'Envol mènent une réflexion globale sur le secteur de Val Francilia, comprenant l'ex-site PSA, Garonor, les Mardelles et la Fosse à la Barbière, en lien avec le développement des énergies renouvelables, la création d'un puits de géothermie, le projet de récupération de la chaleur fatale des centres de données numériques, data centers, ainsi que la solarisation des bâtiments et des parcs de stationnement de la zone.

Après en avoir délibéré :

- **Autorise** le Président à inscrire, auprès du Préfet, le secteur de Val Francilia, ainsi que tout secteur pertinent du territoire aulnaysien, en tant que zone d'accélération des énergies renouvelables,
- **Autorise** le Président à signer tous documents afférents au classement en zone d'accélération des énergies renouvelables de secteurs du territoire aulnaysien,
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Adopté à l'unanimité



Le président
Bruno BESCHIZZA